

## Composante de soutirage des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

*Date de la contribution : 15/06/2020*

Tecsol et Sunchain accompagnent nombre de maîtres d'ouvrage dans leurs projets d'autoconsommation collective. Dans le cadre du projet DIGISOL soutenu par le Programme d'Investissements d'Avenir « Systèmes Electriques Intelligents » opéré par l'ADEME, Tecsol a ainsi étudié plus de 50 projets photovoltaïques de cette nature. Trois de ces projets sont entrés en service et une dizaine est actuellement en phase chantier.

Fort de cette expérience et de l'outil Tecsol Autoconso\* mis en place pour optimiser le dimensionnement économique des projets, Tecsol et Sunchain sont en mesure d'affirmer qu'en l'état, le TURPE spécifique aux autoconsommateurs collectifs n'est pas une option pertinente. A titre d'exemple, dans le cas de l'opération d'autoconsommation collective du village de Prémian (34), même avec un taux d'autoproduction de > 30 %, les bâtiments municipaux participants ont intérêt à conserver un TURPE standard, du fait que le TURPE spécifique est totalement désavantageux en hiver, en heures pleines :

- Le TURPE standard est à 3,77 c€/kWh
- Le TURPE spécifique est à 2,98 c€/kWh pour la part solaire (flux autoproduits) et à 7,27 c€/kWh pour la part réseau (flux alloproduits).

Un simulateur de l'impact du TURPE sur cette opération de Prémian est disponible en annexe. Ce tableur est basé sur les courbes de charge réelles de production et de consommation de l'opération démarrée en mai 2019. Nous avons simulé l'impact des TURPE 6 et 7 et comparé les résultats avec le TURPE spécifique 5 bis en vigueur. Nous avons regardé l'effet de ces tarifs sur la facture d'électricité de différents profils de consommateurs (particulier, petites entreprises, bâtiments municipaux).

Il sera nécessaire de bien travailler le TURPE spécifique qui sera proposé lors de la consultation d'octobre 2020 car le TURPE standard à venir n'est pas pertinent pour ce type d'opérations. Il est déjà difficile d'obtenir un équilibre économique avec le TURPE standard actuel donc a minima, le TURPE spécifique de demain ne devra pas être plus élevé que le TURPE standard actuel.

Nous attirons notamment l'attention de la CRE sur le profil « Boulangerie Appartement » (cellule B5), qui pourrait tout aussi bien être un profil de ménage précaire résidant dans un immeuble à vocation sociale. Pour pareil public, 30 € d'écart sur une facture non seulement comptent mais encore, ne sont pas justifiés dans la mesure où les électrons vont au plus court et seront sans nul doute consommés par les différents occupants de l'immeuble. D'un point de vue physique, il n'est pas compréhensible qu'au sein d'une opération d'autoconsommation collective « dans le même bâtiment », une composante de soutirage variable s'applique aux flux autoproduits. Si le nouveau monde décentralisé appelle à revoir les principes fondateurs de la bonne gestion du réseau pour favoriser la péréquation sociale davantage que la péréquation géographique, il ne faut pas craindre de le faire.

Par ailleurs, le taux de contribution aux flux sur les réseaux en amont est défini par une matrice des flux d'énergie issue des études techniques des gestionnaires de réseaux. Il n'existe malheureusement pas de fichier public détaillant ces données, ce que Tecsol et Sunchain regrettent car il aurait été nécessaire de pouvoir consulter ces éléments pour fournir une réponse approfondie et éclairée aux questions posées par la CRE dans la présente consultation. En vue de la consultation d'octobre 2020, Tecsol et Sunchain recommandent donc, pour plus de transparence, qu'un groupe de travail soit mis en place afin que des experts d'horizons complémentaires (GRD, professionnels des EnR...) puissent interagir efficacement.

Tecsol et Sunchain se tiennent à la disposition de la CRE pour contribuer à mettre en place une grille de retours d'expérience adéquate et la compléter pour ce qui les concerne.

\* [https://tecsol.blogs.com/mon\\_weblog/2019/10/-tecsol-autoconso-le-nouveau-logiciel-du-bureau-d%C3%A9t...](https://tecsol.blogs.com/mon_weblog/2019/10/-tecsol-autoconso-le-nouveau-logiciel-du-bureau-d%C3%A9t...)

Les critères de formation du TURPE ne paraissent pas cohérents avec les politiques énergétiques issues du Paquet Energie Propre européen. L'article 58 de la Directive (UE) 2019/944 du 5 juin 2019 impose en particulier que « L'autorité de régulation prend toutes les mesures raisonnables pour atteindre les objectifs suivants : "contribuer à assurer, de la manière la plus avantageuse par rapport au coût, la mise en place de réseaux non discriminatoires qui soient sûrs, fiables, performants et axés sur les consommateurs, et promouvoir l'adéquation des réseaux et, conformément aux objectifs généraux de politique énergétique, l'efficacité énergétique ainsi que **l'intégration de la production d'électricité, à grande ou à petite échelle, à partir de sources renouvelables et de la production distribuée, tant dans les réseaux de transport que dans ceux de distribution**, et faciliter leur exploitation" ».

L'article 59 de la même Directive prévoit quant à elle que « L'autorité de régulation est investie des missions suivantes : "contrôler la suppression des obstacles et restrictions injustifiées au développement de la consommation d'électricité autoproduite et des communautés énergétiques citoyennes."

Certes, ainsi que le prévoit l'article L.315-3 du Code de l'énergie, le TURPE doit représenter au mieux les coûts supportés par le Gestionnaire du Réseau public de Distribution d'électricité issus de chaque catégorie d'utilisateurs. Dans le même temps, il doit permettre aux moyens de production décentralisés de se développer facilement. Or, un tarif basé sur la part capacité répond au premier critère, pénalisant le second, et inversement avec un tarif volumétrique.

Les principes de timbre-poste et de péréquation tarifaire devraient être rediscutés lors des années à venir. Certains pays ont commencé à évoluer sur ce type de questions, à l'instar du Portugal, où des pilotes sont en cours pour tester des tarifications similaires au système français (différenciation de niveaux de tension, système de cascade de coûts, principe de tarification mixte (capacité/énergie), « Time Of Use » ...) mais plus dynamiques et prenant en compte une échelle plus locale. Le système TOU (time of use : HC/HP, saisonnalité, etc.) consiste en 5 distinctions horaires qui peuvent être utilisées de façon différente selon 6 zones géographiques définies au sein du pays. Le GRD peut modifier ses régimes horaires en fonction des aléas, en le notifiant 48 heures à l'avance. Par exemple, en cas de tempête non prévue qui risque de perturber le réseau, le GRD peut placer des heures "Super peak" pour inciter à réduire la consommation. Pour le réseau, cela offre plus de flexibilité, limitant les congestions. L'analyse coût-bénéfice de ce système est en cours.

**Question 2 :** Êtes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?

La tarification au coût marginal appelle certaines réserves. Certes, elle est théoriquement la plus optimale, mais cela conduit à une augmentation de facture pour les personnes les plus thermosensibles, qui sont des personnes souvent précaires ne consommant que très peu et durant les heures les plus froides. Cette augmentation de facture même minime peut poser problème d'autant plus dans le contexte actuel de crise économique et sociale grandissante.

De plus, ce changement de méthodologie conduit à une augmentation de la part puissance dans la structure du TURPE, pénalisant notamment l'autoconsommation qui reste pourtant pour l'heure un usage marginal. Certes, d'autres pays européens ont déjà procédé à une augmentation de la part puissance. Par exemple, les Pays-Bas basent désormais leur tarif sur l'aspect capacité uniquement. Mais ce changement de structure s'est accompagné bien souvent d'un changement de fiscalité. Pour ce même pays, la taxe sur l'énergie a également été modifiée de manière à ne pas conduire à des augmentations de facture trop importantes.

Le choix de la structure tarifaire (Volume/Capacité) est très important, car il permet d'envoyer des signaux tarifaires différents. Pour être efficaces, les signaux tarifaires doivent être envoyés sur les usages non captifs. Un consommateur est-il plus à même de réduire sa puissance ou de déplacer sa consommation ? Nous pensons qu'une étude sociologique pourrait être utile pour adresser cette question et évaluer l'acceptabilité et la pertinence du TURPE pour décider de la forme de la structure tarifaire la plus adéquate.

**Question 3 :** Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?

**Question 4 :** Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT > 36 kVA ?

Défavorable

Commentaire :

Telle qu'elle est proposée, cette évolution pénalise les profils courte utilisation (petites entreprises), ce qui pose question dans la situation économique post-confinement actuelle, qui risque de durer. Nous relevons que les coefficients de puissance sont particulièrement importants pour ce niveau de tension. Les autoconsommateurs du secteur tertiaire seront les premiers perdants.

A minima, un lissage dans le temps des évolutions de facture pourrait être intéressant.

**Question 5 :** Êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

Favorable

Commentaire :

Les coûts associés au développement de cette option ayant déjà été supportés par Enedis, son maintien ne semble pas poser de problème.

De plus, les solutions de stockage et de flexibilité seront amenées à se développer considérablement durant l'application du TURPE 6. Il serait préférable de conserver cette pointe mobile afin que les consommateurs HTA puissent s'en saisir avec les nouvelles solutions à bas coûts ayant émergé au cours de ces dernières années (stockage stationnaire et mobile notamment).

**Question 6 :** Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en oeuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?

D'un point de vue général, cette distinction horosaisonnaire permet d'inciter à l'innovation et à l'efficacité énergétique, limitant les pointes, donc les coûts. La gestion des pointes étant également un enjeu pour le développement d'un parc de véhicules électriques. Ces quatre plages pourront notamment maximiser l'impact de l'autoconsommation, évitant des transits d'électrons sur le réseau, mais aussi du stockage diffus associé. Néanmoins, les consommateurs dépendant de la saisonnalité, consommant surtout l'hiver, verront leur facture augmenter. Il est à noter aussi que ces plages temporelles doivent s'adapter à l'évolution des pointes de consommation, et notamment au déplacement ou à la création de nouvelles pointes estivales par exemple liées à la climatisation, qui donnent tout son sens à l'autoconsommation individuelle ou collective.

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles BT  $\leq 36$  kVA ?

Défavorable

Commentaire :

Nous ne sommes pas favorables à l'évolution de ces grilles qui découle du changement de méthodologie commenté en réponse à la question 2.

**Question 8 :** Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE ?

**Question 9 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?

**Question 10 :** Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Cette mesure semble inciter au lissage des pointes de soutirage locales, ce qui est une bonne chose. En cela, elle renforcerait l'intérêt des économies d'énergie, du déplacement de consommation et de l'autoconsommation individuelle. Néanmoins, Tecsol et Sunchain alertent sur le risque que ce déplacement dynamique des heures creuses ne pénalise les opérations d'autoconsommation collective. En effet, le TURPE applicable aux électrons autoconsommés transitant par le réseau public serait élevé alors même que la consommation d'une électricité produite localement permettrait au reste du réseau sur cette zone géographique d'être dans l'ensemble moins sollicité.

Des précisions sur l'application de cette mesure pour les autoconsommateurs collectifs sont donc demandées.

**Question 11 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension  $\leq 36$  kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?

L'introduction de dénivelés, donc de puissances souscrites évolutives, permettrait à l'autoconsommateur individuel par exemple de réduire sa puissance souscrite au moment de sa pleine production, qui peut coïncider avec les heures pleines et pointes de soutirage en cours d'évolution du fait des nouveaux usages comme la climatisation. En repousser l'application à une révision du TURPE 6 ou au TURPE 7 minimise l'intérêt immédiat de la production locale autoconsommée, alors qu'un signal tarifaire simple et clair pourrait en ressortir. Une expérimentation est donc souhaitable dès TURPE 6.

**Question 12 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées ?

Favorables.

En revanche, il devrait être possible pour un auto-consommateur de modifier son option tarifaire (option classique/ACC). En effet, cette modification n'entraînerait pas d'arbitrages saisonniers et donc aucun effet d'aubaine. Cela offrirait seulement plus de flexibilité et permettrait aux auto-consommateurs capables de maximiser leur autoproduction sur certaines périodes et non durant toute l'année, d'en bénéficier.

**Question 13 :** Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

Les retours d'expérience de la CRE sur l'autoconsommation individuelle et collective devraient être rendus publics et discutés collégialement.

Le principe de cascade des coûts doit être bien étudié pour l'autoconsommation. Lors de la délibération de la CRE du 7 juin 2018, un seuil arbitraire de 30% a été retenu. Nous estimons que ce seuil devrait être revu à la baisse et réajusté à la hausse si besoin en fonction des retours d'expérience, plutôt que l'inverse. C'est à dire retenir un seuil trop élevé, qui serait un frein au développement pour ce type d'usage, et le réajuster à la baisse plus tard. L'augmentation de la part puissance pénalisant déjà l'autoconsommation. De plus, certains pays comme l'Autriche envisagent de ne pas prendre en compte ce principe de cascade des coûts pour les opérations d'autoconsommation collective.

Nous nous interrogeons sur l'efficacité de l'option TURPE spécifique actuelle. En effet, s'il en va comme pour Prémian et les autres opérations suivies par Tecsol et Sunchain, peu d'autoconsommateurs ont intérêt à choisir le tarif optionnel. Nous pensons qu'il pourrait être opportun que le CRE communique sur la proportion d'autoconsommateurs ayant choisi l'option TURPE spécifique, et que les raisons du choix (standard vs spécifique) soient exposées pour chaque opération.

Un véritable TURPE spécifique pour les opérations d'autoconsommation collective, qui permette de répondre aux objectifs législatifs de favoriser l'insertion de ces opérations dans le paysage électrique et à tout le moins ne fasse pas obstacle aux opérations décentralisées, nous paraît indispensable.

Enfin, notons que la complexité du TURPE spécifique actuel va à l'encontre du critère de lisibilité que s'est donné la CRE : « Le niveau de complexité des tarifs doit être adapté au type d'utilisateur du domaine de tension considéré. » Pour un ménage classique, la distinction de flux (allo/autoproduits avec une différence entre flux alloproduits et flux réseaux classiques) caractérisés par des coefficients tarifaires différents est tout sauf intuitive. Cette option se veut être un signal tarifaire, mais un signal, pour être efficace, doit déjà être compris.